ASSEMBLÉE NATIONALE

SANDRA MARSAUD

députée de la 2e circonscription de la Charente

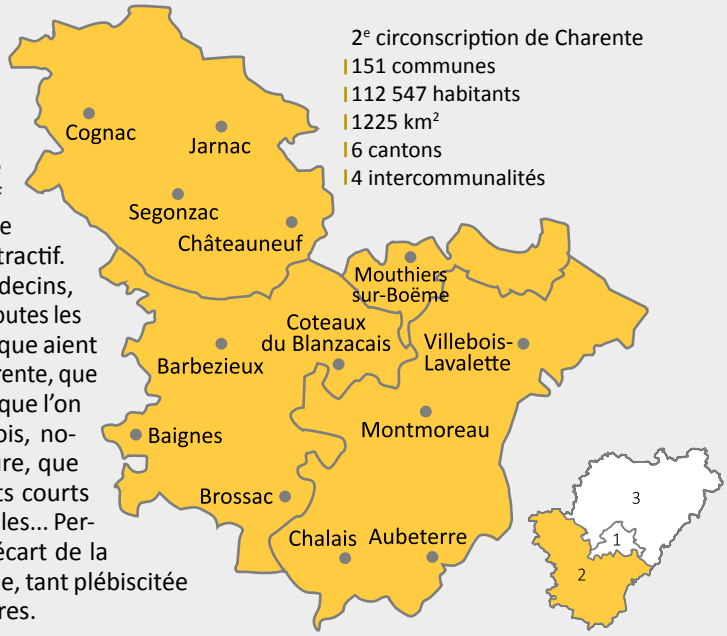
ÉDITO

L'année parlementaire, politique et sociétale, a été intense et riche d'enseignements. Après une vague de contestation plurielle, se sont succédés le Grand Débat puis les élections européennes qui ont montré qu'au vieux clivage droite/gauche les Français sont désormais tentés de préférer la nouvelle rivalité progressiste/populiste. J'espère néanmoins que cette tendance s'essoufflera sur le chemin du développement et de l'Europe. Pour ma part, je me réjouis de l'évolution de la participation, de la poussée du vote écologiste et du maintien de la confiance dans les idées progressistes, qui traduisent une prise de conscience positive et salutaire.

Le Grand Débat restera un moment fort dans l'histoire de notre démocratie. Il a permis aux citoyens qui le souhaitaient de s'exprimer sur l'avenir de notre république, de ses institutions et de son fonctionnement. Vu sous l'angle de la participation, cet événement est un succès. Le traitement et l'analyse des résultats restent toutefois complexes et nous avons matière à réflexion, et à action, pour plusieurs années... Parmi les constats exprimés, j'ai été frappée par le manque manifeste de lisibilité de l'action publique : « Qui fait quoi ? Où dois-je me renseigner ? »... Certaines questions sont du ressort de l'État, d'autres des collectivités locales. Les deux se complémentent. Je crois que nous devons continuer notre effort de décentralisation pour que les citoyens se sentent plus proches de nos institutions et que les réponses soient mieux adaptées aux réalités de terrain.
L'une des grandes richesses de notre pays est justement la diversité de nos territoires. Chaque région est unique, dans son identité, son attractivité, ses besoins et sa contribution à la France. Ma mission est nationale.

Pour autant, je veille à ce que mon travail législatif puisse aider notre territoire afin de le rendre plus attractif. Nous voulons que les médecins, les artisans, les jeunes et toutes les forces vives de la République aient envie de s'installer en Charente, que les écoles soient pleines, que l'on crée de nouveaux emplois, notamment dans l'agriculture, que l'on développe les circuits courts et les énergies renouvelables... Personne ne doit rester à l'écart de la qualité de vie à la française, tant plébiscitée en dehors de nos frontières.

Nous devons donc formaliser clairement nos besoins, échanger sur nos objectifs et créer les conditions pour les atteindre, que ce soit en termes de logement, d'alimentation, d'économie, d'éducation et de formation, d'énergies décarbonées, de justice fiscale, d'efficacité des services publics... Cela passe par une stratégie de développement innovante. J'appelle de mes voeux à la créer avec les communes, les intercommunalités, le Département, la Région. Les outils existent, les financements aussi. Il s'agit juste de volonté politique, pour poursuivre un travail de longue haleine qui ne portera ses fruits que si nous travaillons tous ensemble. Pour ce combat, je suis prête !



2e circonscription de Charente
- 151 communes
- 112 547 habitants
- 1225 km²
- 6 cantons
- 4 intercommunalités

les trois circonscriptions de la Charente

+ à l'Assemblée nationale

◆ Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
La commission s'est saisie cette année de textes emblématiques (cf. encart) et a poursuivi son travail d'auditions et de consultations.

> Auditions de spécialistes pour réfléchir, orienter un futur projet de loi ou évaluer les politiques publiques sur l'eau, la biodiversité, la sécurité nucléaire, les transports, l'aménagement du territoire, etc.

> évènement-clé : en mai 2019, délocalisation de la commission à Metz lors du « G7 environnement ». Tables rondes sur biodiversité et éducation à l'environnement en milieu urbain, rencontre avec des négociateurs du G7 environnement, visite des locaux de production E Fluid, rencontre de responsables de tribus d'Amazonie...
> commission supérieure des sites, perspectives et paysages [CSSPP] réflexion sur la transition énergétique et les paysages, souvent deux sujets antinomiques, à la demande d'Emmanuelle Wargon Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire. Rendu des travaux au dernier trimestre 2019.

les textes emblématiques de la commission

La loi mobilité [LOM] débattue entre les deux parlements depuis mars sera structurante : des solutions adaptées aux besoins des habitants pour chaque territoire.
L'État se met au service des collectivités locales notamment rurales avec la création de l'**Agence nationale de cohésion des territoires [ANCT]**, véritable guichet unique de l'État qui va s'installer dans chaque département.
Le projet de loi Energie climat poursuit l'objectif de diversification du mix énergétique en réaffirmant la priorité à la lutte contre le changement climatique et la baisse des émissions de gaz à effet de serre.

Intervention en hémicycle à l'occasion de la proposition de loi portant création de l'Agence Nationale de cohésion des territoires - 11/03/2019

◆ Questions écrites, questions d'actualité
pour la défense de notre territoire et dans le cadre du rôle de contrôle de l'action du gouvernement :
> Questions écrites publiées au J.O. et en lien avec les remontées des citoyens de la circonscription : au ministre de l'Agriculture sur le désengagement d'un fonds de formation à destination de porteurs de projets pour une première installation en agriculture ; sur les retards d'instruction de dossiers d'aides européennes pour accompagner notamment les mutations des systèmes de production agricoles ; à la ministre du Travail sur le financement de la formation continue des artisans ; au ministre du Logement pour défendre de nouveaux procédés constructifs vertueux sur le plan énergétique et environnemental (constructions bois).

> **Questions d'actualité** posées à la ministre de la Cohésion des territoires sur la mise en œuvre du plan « action cœur de ville » après un an et à la ministre des Transports sur la fermeture de la ligne de fret ferroviaire Cognac-Bordeaux.

Question au gouvernement sur l'évolution du dispositif « Action cœur de ville » - 02/04/2019

◆ Missions d'information, commission spéciale

> **Commission spéciale « Brexit » :** en octobre 2018, nous avons mené des auditions et étudié un projet de loi visant à prendre des mesures dans l'éventualité d'une sortie sans accord du Royaume-Uni de l'Union européenne. J'y ai évoqué la défense des entreprises françaises en matière d'export, le statut des citoyens anglais en France mais aussi français au Royaume-Uni et la nécessaire prise en compte de la dimension environnementale lors de la mise en place d'infrastructures à la frontière de nos deux pays (ports, gares, aéroports, routes).

Intervention lors de la commission spéciale relative au Brexit - 04/12/2018

> J'ai intégré la **mission d'information parlementaire sur les agrocarburants**, interrogeant l'enjeu de production nationale et de bilan de la recherche dans les biocarburants et, depuis juin 2019, la **commission d'enquête sur le Chlordécone** qui se concentre sur les conséquences de l'usage des produits de traitement sur l'agriculture, la santé et l'environnement.

◆ Actualité des groupes d'amitié

> **France - Indonésie :** déplacement en octobre 2018 pour entamer nos relations avec le parlement et les autorités indonésiennes sur les questions relatives à la préservation des mers et des océans (conférence mondiale des océans « Our ocean ») ; la production d'huile de palme « durable » (visite d'une exploitation, rencontre des producteurs et des acteurs institutionnels) ; l'intervention des équipes de secours françaises à l'œuvre sur le site des séisme et tsunami qui avaient frappé la région de Palu un mois auparavant.

Indonésie, site de la catastrophe de Palu - 01/11/2018

◆ Actualité des groupes d'études

> **Enjeux de la ruralité :** auditions sur les problématiques rurales et sur les innovations permettant de faire ressortir les expérimentations positives dans nos territoires ruraux : inclusion numérique (projet WetechCare) ; impact de la guerre économique (École de Guerre Économique) ; notions d'espace et de territoires dans le cadre du projet de loi constitutionnelle avec les maires des communes rurales de France…

> **Vigne, vin, œnologie :** veille et consultations pour mieux appréhender la technicité et l'évolution de la filière viticole, cette année notamment auprès du ministre de l'Agriculture, auditionné au premier trimestre 2019.

+ les avancées notables de l'année parlementaire

◆ Le pouvoir d'achat

Dès le début du quinquennat la majorité a mis en œuvre une politique visant à améliorer le pouvoir d'achat des Français notamment à travers une meilleure rémunération du travail :

> **+2%** de pouvoir d'achat moyen par habitant en 2019 (plus forte hausse depuis douze ans)

> **+850€/an** en 2019 en moyenne par habitant

> **+1000€/an** en 2019 pour les bénéficiaires de la prime d'activité

> **+780€/an** d'ici 2020 en moyenne par foyer, grâce à la suppression de la taxe d'habitation

◆ La lutte contre le chômage et les freins à l'emploi

> **15 milliards d'euros** investis sur l'apprentissage sur 5 ans, dont 52% aux régions

> **8,7%** de taux de chômage au premier trimestre (plus bas niveau depuis 10 ans)

> **+7,7%** d'apprentis en 2018 par rapport à 2017, une progression inédite depuis 1996

> **- 3.9 points** de chômage des jeunes femmes

◆ Les territoires ruraux

> **222 villes moyennes** redynamisées grâce au programme « Action cœur de ville »

> **+10 000 communes** couvertes par la 4G d'ici 2022

> **36 milliards** sur 10 ans investis dans la SNCF en particulier sur les « petites lignes »

> **13 milliards d'euros** investis sur les mobilités dans tous les territoires

◆ L'accès aux soins et notre système de solidarité

> **0€** reste à charge pour les lunettes, prothèses dentaires et auditives d'ici 2021

> **1,6 millions** de fumeurs en moins en 2 ans

> **+500 établissements** recevront le label hôpital de proximité

en chiffres

132 JOURS DE SÉANCE

3106 QUESTIONS ÉCRITES LAREM

15 PROPOSITIONS DE LOI ADOPTÉES

421 TEXTES DÉPOSÉS (49 PROJETS DE LOI / 372 PROPOSITIONS DE LOI)

28 643 AMENDEMENTS DÉPOSÉS EN SÉANCE PUBLIQUE (3257 ADOPTÉS)

1212h25 SÉANCES EN HÉMICYCLE

167h30 COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

32 PROJETS DE LOI ADOPTÉS

296 SÉANCES

311 QUESTIONS D'ACTUALITÉ LAREM AU GOUVERNEMENT

2 QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

861 AMENDEMENTS (6 RÉDIGÉS / 855 CO-SIGNÉS)

◆ La poursuite des réformes de l'Assemblée nationale

Tous les groupes politiques ont été associés à une réflexion d'ensemble sur **la modernisation de l'institution**. Les modifications du règlement issues du vote du 2 juillet 2019 sont le fruit d'une recherche d'équilibre qui contribue à renforcer l'efficacité de l'Assemblée dans ses activités législatives, de contrôle et d'évaluation publiques.

Les frais de mandat de 90 députés sont contrôlés pour la première fois suite au vote de la loi de confiance dans la vie publique de juillet 2017. Ce contrôle est effectué par la déontologue de l'Assemblée nationale. J'ai dû fournir, comme mes collègues, l'ensemble de mes justificatifs de frais, présentés sous une forme standardisée.

+ en circonscription

Aménagement du territoire : numérique, logement, déplacements, agriculture… Une année riche en projets pour notre circonscription, que j'accompagne.

◆ Accès à la téléphonie mobile et au numérique

> Rencontre en octobre 2018 avec M. Zacharia Alayane, directeur de la mission « France Mobile » pour acter avec lui le bon déroulement de la mise en place du « New Deal » lancé par le gouvernement pour la couverture des zones blanches de notre territoire en **téléphonie mobile**.

Les communes d'Ambleville, Lignères-Sonneville et Mouthiers-sur-Boëme devraient être équipées en 2020 et la pose d'un pylône à Villebois-Lavalette est également prévue dans un arrêté ministériel fin 2019.

Visite du chantier de la fibre à Brossac - 05/11/2018

> Visite du chantier de la fibre à Brossac en novembre 2018. Le **déploiement de la fibre** est mené par Charente Numérique dont l'objectif est d'équiper les foyers charentais d'ici à 2022.

◆ Réforme des finances publiques

Réunions avec M. Roques, directeur départemental des finances publiques, pour faire le point sur le maillage de notre territoire. Après avoir demandé le maintien de la trésorerie de Villebois, j'ai œuvré auprès du DDFIP et du ministre de l'Action et des Comptes publics pour un maillage territorial plus proche de la population mais aussi des collectivités, avec l'idée d'un chargé de mission dédié par territoire : ce poste est intégré à la proposition de réforme en cours. Le scénario à l'étude propose que la DGFIP soit représentée dans 24 communes du département, soit 9 sites supplémentaires (dont 8 parmi les communes de moins de 3 500 habitants).

◆ Dotations aux collectivités pour l'aménagement des communes

En commission, j'ai soutenu les dossiers d'aménagement des communes en 2018 et 2019 pour des projets structurants : réaménagement des centres-bourgs, maison de santé, réhabilitation de salles ou logements communaux, groupes scolaires, skate-park…

◆ Soutien à la revitalisation des centres-villes et des bourgs

Rapporteure pour avis sur le projet de loi Elan en 2018, j'ai accompagné notamment les collectivités de Jarnac et Châteauneuf-sur-Charente sur l'Opération de Revitalisation de Territoire, support juridique au programme « Action cœur de ville » dont bénéficient Cognac et Angoulême. Ce nouvel outil est porté par la commune principale et son intercommunalité. L'objectif est de moderniser le parc de logements et les locaux commerciaux pour améliorer l'attractivité des centres-villes.

> Différentes réunions organisées en avril et mai 2019 avec les élus pour réfléchir à leurs projets, ainsi qu'avec le président de Grand Cognac et les sous-préfectures des différents arrondissements.

◆ La question des déplacements dans la circonscription

La mobilité liée au travail ou à l'attractivité économique est une réelle problématique pour notre territoire.

> Soutien à la **régénération de la ligne de TER Angoulême-Limoges** pour 120M€ afin de préserver l'axe ferroviaire jusqu'à Royan. Plusieurs réunions ont été menées pour envisager la réouverture de la ligne fermée en mars 2018 entre Ruelle et Saillat.

> Suivi du plan d'action **LGV et nuisances sonores** pour la prise en charge des habitations identifiées comme subissant des nuisances liées au pics de bruit et aux vibrations sur le tronçon Tours-Bordeaux.

> **Intervention pour le soutien au fret ferroviaire** avec mon collègue Raphaël Gérard, député de Charente-Maritime, auprès de la ministre des Transports. Suivi des réunions de négociation avec les maisons de négoce de Cognac pour relancer la ligne suite à la décision de la filiale du groupe SNCF Logistics, Naviland Cargo, de fermer en décembre 2018 la ligne entre Cognac et Bordeaux.

> **La mise à 2X2 voies de la RN 141** à l'est de Jarnac reste encore à réaliser, 15 ans après les premières études : avec le président du département nous avons relancé ce dossier auprès des préfets de département et de région et auprès de la ministre des Transports. Dossier inclus dans les objectifs de la LOM dans le volet « transports du quotidien ».

> En avril 2019 j'ai convié les acteurs de la mobilité locale à un **atelier législatif sur la Loi d'orientation des mobilités** ou les échanges ont notamment porté sur les mobilités propres mais aussi la programmation des financements nécessaires pour les mobilités du quotidien dont nos axes routiers et ferroviaires à terminer en Charente.

Atelier législatif sur la loi d'orientation des mobilités à Jarnac - 27/04/2019

◆ Agriculture - viticulture

Nombreuses rencontres dans le contexte d'engagement de la filière agricole dans une démarche plus durable : (09/18) maison de l'agriculture biologique, visite d'une ferme en polyculture/élevage à Châtignac ; DDT de la Charente, point sur les problématiques liées aux subventions dites « mesures agroenvironnementales » ; (01/19) échange avec les Jeunes Agriculteurs 16 sur l'emploi en milieu agricole et la préservation du foncier ; visite de l'exploitation viticole de C. Brandy, qui expérimente des solutions de biocontrôle adaptées spécifiquement à la lutte contre les principales maladies de la vigne (mildiou, oïdium, botrytis) ; (03/19) centaures de l'environnement décernés par Rémy Martin aux viticulteurs certifiés Haute Valeur Environnementale pour leur engagement en matière d'agriculture durable ; (04/19) participation au lancement de la nouvelle stratégie développement durable et responsabilité sociétale de Martell.

Rencontre avec les Jeunes Agriculteurs 16 à Segonzac - 07/01/2019

Le grand débat dans la 2e circonscription

24 réunions du Grand Débat National dans notre circonscription

Le grand débat national proposé par le président de la République s'est tenu dans la 2e circonscription à travers 24 réunions d'initiative locale (élus, citoyens). Les quatre thèmes proposés ont été débattus et même au-delà.

J'ai participé à 13 d'entre elles.

Toutes les contributions ont été transmises à la Mission du Grand Débat via la plateforme en ligne. Les doléances des citoyens qui nous ont été adressées par courrier ou par mail ont toutes été envoyées à la mission du Grand Débat par le biais de la préfecture.

> Un succès national avec 10 500 réunions d'initiative locale, 1,9 millions de contributions en ligne sur la plateforme dont 600 000 propositions, 16 000 cahiers citoyens tenus dans les mairies.

À la sortie du grand débat beaucoup d'entre vous ont souhaité la simplification des démarches administratives, la baisse des impôts, plus de démocratie participative et une démarche plus responsable en matière d'écologie.

Réunion du Grand Débat National à Cognac - 18/02/2019

Mesures d'urgence économiques et sociales votées en décembre 2018

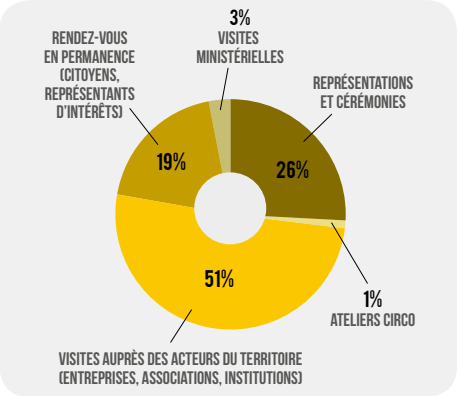
> prime exceptionnelle pour les salariés rémunérés jusqu'à 3 600€/mois, jusqu'à 1 000€, exonérée de toutes charges sociales et d'impôt sur le revenu

> heures supplémentaires défiscalisées pour tous les salariés et les fonctionnaires au 1er janvier 2019

> rétablissement du taux de CSG à 6,6% pour la moitié des retraités concernés en 2018 par la hausse de CSG (70% des retraités ne seront plus concernés en 2019 par la hausse de CSG intervenue l'an dernier)

> revalorisation exceptionnelle de prime d'activité au 1er janvier 2019 passant de 3,8 millions à 5 millions de foyers concernés.

à la rencontre des Charentais



Rencontres avec les acteurs du territoire, entreprises, associations, institutions

ASERC à Crouin - 03/12/2018

Caisse d'allocations familiales de la Charente à Angoulême - 28/01/2019

Gendarmerie de Châteauneuf-sur-Charente 01/04/2019

Exploitation laitière à Saint-Vallier 28/06/2019

Visite du Premier ministre Edouard Philippe

que j'ai accompagné les 2 et 3 mai 2019 sur notre territoire charentais dans le cadre de la délocalisation de son cabinet sur différents sujets concernant l'apprentissage, les maisons de service au public, l'agriculture, la revitalisation économique des territoires, le programme action cœur de ville…

En compagnie du Premier ministre lors de la visite de l'exploitation viticole de M. Charrier à Péreuil - 03/05/2019

À la rencontre des élèves

Pour expliquer le rôle du parlementaire auprès des MFR, écoles, lycées.

Lycée professionnel agricole de Barbezieux 25/03/2019

Écoles de Dignac et Guimps dans le cadre du Parlement des enfants - 04/02/2019 et 15/02/2019

MFR de Jarnac - 17/05/2019

Évènements sportifs, culturels, institutionnels…

Départ du Marathon du Cognac à Jarnac - 10/11/2018

Foire des cornuelles et des rameaux à Villebois-Lavalette - 14/04/2019

Cérémonie pour le centenaire de la Première Guerre mondiale à Barbezieux - 11/11/2018

Pose première pierre du Foyer de jeunes travailleurs à Cognac - 13/05/2019

Tournée de circonscription

Lors de réunions d'élus et de cafés-députée pour présenter mon bilan de l'année.

Café-députée à Brossac - 28/06/2019

Café-députée à Châteaubernard - 01/07/2019

+ contacts

à la permanence parlementaire
2 place de l'Ancien Marché - BP 90117
16200 Jarnac
05 45 36 93 76

à l'Assemblée nationale
126 rue de l'Université - 75007 Paris
01 40 63 75 62
www.assemblee-nationale.fr

suivez mon actualité
@MARSAUDSandra
@SandraMarsaudLaRepubliqueEnMarche

Directrice de la publication : Sandra Marsaud
Rédaction et coordination : Équipe parlementaire
Conception graphique : ab graphisme
Impression : Valantin, L'Isle-d'Espagnac
Crédits photographiques : Assemblée nationale, Sandra Marsaud, équipe parlementaire, Yohan Bonnet